

Unité départementale de l'Isère
17 boulevard Joseph Vallier
38040 Grenoble

Grenoble, le 19/12/25

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GONIN TP CARRIERES

ZA Le Coquilla
38110 Saint-Clair-De-La-Tour

Références : 2025 – Is0242SS
Code AIOT : 0006106996

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/12/2025 dans l'établissement GONIN TP CARRIERES implanté LD Communaux des Brosses 38390 Parmilieu. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente inspection fait suite à des signalements de tirs de mine qui n'auraient pas été annoncés, par une entreprise voisine.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GONIN TP CARRIERES
- LD Communaux des Brosses 38390 Parmilieu
- Code AIOT : 0006106996
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière de roche massive de Parmilieu est autorisée par l'arrêté préfectoral n°DDP-DREAL-UD38-2023-04-13 du 12 avril 2023 pour une durée de 30 ans, sur une superficie de 235 000 m² et pour une production maximale annuelle de 140 000 tonnes.

Contexte de l'inspection :

- Plainte suite à des tirs de mines

Thèmes de l'inspection :

- Explosifs, clôture du site

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	nuisances sonores, vibrations	Arrêté Préfectoral du 12/04/2023, article 5.3.2	Mise en demeure, respect de prescription	1 semaine

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	gestion de l'établissement, clôture	Arrêté Préfectoral du 12/04/2023, article 1.10.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant ne respecte pas une disposition de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 12/04/2023 relative aux tirs de mines, en n'assurant pas le suivi des vibrations lors de chaque tir. Par ailleurs l'alerte avant chaque tir à l'entreprise voisine et à la commune doit être améliorée et formalisée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : gestion de l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/04/2023, article 1.10.5
Thème(s) : Risques accidentels, sécurité du public
Prescription contrôlée : Durant les heures d'activité, l'accès au site en exploitation est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit. L'accès de toute zone dangereuse est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux et des installations de stockage des déchets inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement des carrières, d'autre part, à proximité des zones clôturées.
Constats :

L'inspection des installations classées constate la présence d'un portail fermant à clé à l'entrée et de clôtures et merlons sur la périphérie du site.
Un merlon en cours de réalisation par l'exploitant sépare la future zone d'extraction au sud-est des installations voisines de l'entreprise Guinet Derriaz 1912.
L'exploitant précise qu'une barrière sera mise en place sur ce merlon.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : nuisances sonores, vibrations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/04/2023, article 5.3.2

Thème(s) : Risques chroniques, suivi des vibrations

Prescription contrôlée :

Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions (immeubles occupés ou habités par des tiers ou affectés à toute autre activité humaine et les monuments) avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 2,5 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction. Chaque tir fait l'objet de mesures de vibrations. Au moins deux points de mesure sont mis en place, dont un se situe sur une habitation proche du site.

Un registre est tenu à jour pour indiquer les caractéristiques techniques de chaque tir ainsi que les résultats des mesures (vibration et surpression aérienne) en chaque point.

Sur les sismogrammes recueillis, il conviendra qu'apparaissent :

la date et l'heure de tir,
les vitesses particulières,
le lieu de l'enregistrement,
l'onde de surpression aérienne.

(...)

L'exploitant avertit les parties intéressées, a minima la commune et les riverains les plus proches, selon des modalités prédéfinies, du jour et de l'heure de chaque tir de mines.

Constats :

Le registre des tirs, mis en place par l'exploitant suite à l'inspection de 2024, a été consulté. Les dates et heures des tirs, le plan de tir, les quantités d'explosif utilisées dès réception sont indiquées.

Le suivi des tirs de mine mis en œuvre par l'exploitant (vitesse particulière pondérée en mm/s, niveau de l'onde de surpression aérienne en dB) n'a pas été mis en place.

L'exploitant indique avoir fait l'achat de deux sismomètres qui seront mis en place à proximité des premières habitations, et sur une dalle rocheuse à proximité des bâtiments et installations exploitées par l'entreprise Guinet-Derriaz.

L'exploitant avant chaque tir de mine fait sonner une corne de brume, ce qui est insuffisant pour alerter l'entreprise voisine qui a des activités industrielles sonores.

Les modalités d'alerte avant les tirs doivent être définies et doivent permettre d'alerter les parties

intéressées. L'entreprise voisine et la commune devront a minima être prévenues, par messagerie au plus tard la veille du tir, et par téléphone juste avant le tir.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

1 - L'exploitant doit mettre en place le suivi effectif de tous les tirs de mine, avec enregistrement des vitesses particulières pondérées en mm/s, et du niveau de l'onde de surpression aérienne en dB.

Deux capteurs seront mis en place :

- à proximité des premières habitations,
- sur une dalle rocheuse à proximité des bâtiments et installations exploitées par l'entreprise Guinet-Derriaz.

2 - Les modalités d'alerte avant les tirs d'alerte avant les tirs doivent être définies et améliorées. Elles comprendront a minima :

- l'information systématique de l'entreprise voisine et de la commune, la veille, par courriel ;
- un appel téléphonique de l'entreprise voisine et de la commune, le jour même, avant chaque tir.

Sans mise en œuvre de ces dispositions il est demandé à l'exploitant de ne plus effectuer de tirs.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 semaine (avant la reprise des tirs de mines)